

INTERNATIONAL

Changer les règles du jeu

Le G20 agricole se tiendra les 22 et 23 juin 2011 à Paris. Bruno Le Maire réuni pour la première fois les ministres en charge de l'agriculture du G20. Au cours de sa présidence du « Monopoly » G20, jusqu'en novembre 2011, la France veut lutter contre la volatilité des marchés agricoles et prévenir les crises alimentaires, avec des moyens et des ambitions qui ne font pas l'unanimité.

Depuis sa création, en 1999, le G20 tente de contrôler les opérations spéculatives et les paradis fiscaux, de démanteler les banques « trop grosses », de taxer la finance... Des tentatives difficiles à concrétiser en appliquant les règles du néolibéralisme. D'autant que le G20 rassemble les 20 pays les plus puissants de la planète et exclut les pays les plus pauvres. Le continent africain n'y est représenté que par l'Afrique du sud. Pendant sa présidence, la France souhaite combattre la flambée des prix et la spéculation sur les marchés agricoles, comme le demande depuis plusieurs années Momagri, le groupe de réflexion et de lobbying créé Pierre PAGESSE, président de Limagrain. Depuis sa création, Momagri a pour objectif la promotion d'une régulation des marchés agricoles et de la sortie de l'agriculture des règles communes de l'OMC. Les principales orientations des travaux de la Présidence française du G20 sur la volatilité des marchés agricoles et la prévention des crises alimentaires démontrent au moins que l'action de lobbying du Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture porte ses fruits.

Mais les moyens et les objectifs à poursuivre pour donner une orientation à l'agriculture mondiale divergent selon le modèle économique et de société défendu.

En appliquant les règles du néolibéralisme

Contrôler les prix

Principales orientations de la présidence française : l'amélioration de la transparence des marchés agricoles; une meilleure coordination pour prévenir et gérer les crises agricoles; la régulation des marchés financiers de dérivés de matières premières; la situation des pays les plus vulnérables, (y relancer le développement durable de l'agriculture). Malheureusement, comme le regrette la Confédération paysanne dans un communiqué « *La volonté de contrôler les prix ne s'appuie pas sur le maintien en Europe des outils de maîtrise et de régulation (quota laitier, stocks céréaliers, etc.), pas plus*

que sur l'arrêt de la spéculation sur les marchés financiers de dérivés. » Rien pour l'instant dans les projets de réflexion du G20 n'envisage « *l'interdiction de l'accaparement des terres, l'arrêt de la pression internationale pour obliger les pays à supprimer les taxes aux frontières et la régulation des prix agricoles internes, ni la mise en place de réserves alimentaires permettant de juguler la volatilité des prix au plan national.* » Il y a peu de chance pour que le développement des agro carburants, l'accaparement des terres, le réchauffement climatique, l'instabilité des prix, la main mise du marché sur les semences, la pollution, la mise en cause de la biodiversité (via les OGM) soient au menu des réflexions...

Ce sont pourtant ces menaces qui pèsent sur l'alimentation de la planète (près d'un milliard de personnes souffrent de famine chronique d'après la FAO) et qui chassent les paysans des campagnes vers les villes ou les bidonvilles. La production d'agro carburants, promue par les politiques, est dévastatrice. Les spéculations sur le marché des produits agricoles, stimulées par la production d'agro carburants, favorisent l'accaparement des

Soutiens Globaux à la Production Agricole

Momagri a créé un nouvel indicateur pour la transparence de toutes les formes de soutiens directs et indirects alloués à l'agriculture et à l'alimentation dans les pays. Il publie les premiers résultats de son indicateur appelé SGPA (Soutiens Globaux à la Production Agricole). L'indicateur SGPA est une grille d'analyse unique qui s'appuie sur une nomenclature internationale permettant de comparer les montants et la finalité des soutiens publics, budgétaires, extrabudgétaires et financiers, destinés à l'agriculture.

Appliqués aux Etats-Unis et à l'Union Européenne, sur la période 2006-2009, les résultats sont sans appel d'après le groupe

de réflexion : les Européens ont dépensé en moyenne sur les cinq dernières années, deux fois moins pour leur agriculture que les Etats-Unis, si l'on intègre également toutes les formes de soutien indirect, tels que l'impact des taux de change, l'aide alimentaire interne ou les mesures fiscales.

Momagri prévoit d'étendre son travail aux politiques agricoles menées au Brésil, en Chine, en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux principaux pays producteurs afin de poursuivre les comparaisons et d'aboutir en 2012 à un classement international des principales politiques de soutien agricole dans le monde.